



Assemblée générale

Distr. générale
5 janvier 2006
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 148 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		30
A. Ressources financières		30
B. Autres recettes et ajustements		31
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		31
D. Contributions non budgétisées		32
IV. Analyse des écarts	7–25	33
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	26	36



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (cessez-le-feu, droits humanitaires et droits de l'homme, réforme des services publics de sécurité, processus de paix et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	414 803,7	393 267,7	21 536,0	5,2
Personnel civil	111 208,6	98 618,9	12 589,7	11,3
Dépenses opérationnelles	295 973,7	249 078,2	46 895,5	15,8
Montant brut	821 986,0	740 964,8	81 021,2	9,9
Recettes provenant des contributions du personnel	10 084,9	9 768,1	316,8	3,1
Montant net	811 901,1	731 196,7	80 704,4	9,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	120,0	120,0	–	–
Total	822 106,0	741 084,8	81 021,2	9,9

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	215	201	6,4
Contingents	14 785	14 499	1,9
Police civile	755	599	20,7
Unités de police constituées	360	480	(33,2)
Personnel recruté sur le plan international	635	468	26,3
Personnel recruté sur le plan national	798	635	20,0
Volontaires des Nations Unies	431	309	28,4

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le montant brut du budget pour le fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, exposé dans le rapport du Secrétaire général daté du 22 mars 2004 (A/58/744), s'élevait à 839 711 300 dollars (montant net : 828 998 700 dollars), y compris des contributions budgétisées en nature d'une valeur totale de 120 000 dollars. Il prévoyait des effectifs comprenant 215 observateurs militaires, 14 785 membres de contingents, 755 membres de la police civile, dont 360 en unités constituées, 635 membres du personnel international, 798 membres du personnel recruté sur le plan national et 431 Volontaires des Nations Unies. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 33 de son rapport daté du 14 mai 2004 (A/58/798), a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 821 986 000 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 58/261 B du 18 juin 2004, a ouvert un crédit d'un montant brut de 821 986 000 dollars (montant net : 811 901 100 dollars) pour le fonctionnement de la Mission au cours de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a autorisé la création de la MINUL dans sa résolution 1509 (2003). Le mandat de la Mission pendant la période considérée découle des résolutions 1509 (2003) et 1561 (2004).

4. La MINUL a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de faire avancer le processus de paix au Libéria.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (cessez-le-feu, droits humanitaires et droits de l'homme, réforme des services publics de sécurité, processus de paix et appui).

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2004/05, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : cessez-le-feu

Réalisations escomptées 1.1 : consolidation, renforcement et maintien de la paix et de la sécurité au Libéria		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
La Commission mixte de contrôle se réunit tous les 15 jours et prend des décisions relevant de son mandat	La Commission mixte de contrôle s'est réunie tous les mois jusqu'en octobre 2004, date à laquelle elle a jugé que cela n'était plus nécessaire puisque les organisations militaires avaient été dissoutes	
Plus aucun barrage routier illicite	Objectif atteint	
Aucune violation de l'accord de cessez-le-feu	Objectif atteint	
Confiscation de 12 000 armes non autorisées (en sus de celles récupérées dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réintégration)	338 armes ont été confisquées; les particuliers préfèrent ne pas remettre les armes en leur possession tant qu'ils ne sont pas certains que la paix et la sécurité vont durer	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
2 803 200 jours de patrouilles militaires effectuées pour observer et surveiller la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu (40 militaires par patrouille, 48 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	2 557 080	Nombre inférieur aux prévisions du fait que les contingents ont participé à d'autres tâches opérationnelles, telles que la protection des opérations aériennes et d'installations stratégiques, aux activités de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réintégration et au maintien de l'ordre
700 800 jours de patrouilles militaires effectuées aux points de contrôle/postes d'observation pour observer et superviser le désengagement et le cantonnement des forces militaires des parties à l'Accord de paix global (voir S/2003/850) (10 militaires par point de contrôle/poste d'observation, 48 points de contrôle/postes d'observation par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	666 855	Nombre inférieur aux prévisions du fait que les membres des contingents ont pris part à la protection d'installations stratégiques
292 000 jours de patrouilles militaires effectuées pour superviser le désengagement et le cantonnement des forces militaires des parties à l'Accord de paix global (10 militaires par patrouille, 20 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	Non	Le cantonnement des forces et factions militaires n'a pu avoir lieu comme prévu; les forces et factions n'ont pu être cantonnées sous forme d'unités constituées comme cela était prévu à l'origine parce que les factions n'ont pas remis la liste des unités les

		composant et qu'il a fallu trouver une autre solution pour lancer les opérations de désarmement
9 240 heures de patrouilles aériennes effectuées pour enquêter sur les violations de l'accord de cessez-le-feu le long des frontières libériennes (55 heures par mois pour chacun des 6 hélicoptères Mi-24 pendant 12 mois, et 55 heures par mois pour chacun des 8 hélicoptères Mi-8 (MT) pendant 12 mois)	6 425	Nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions en raison du mauvais temps (30,3 heures par mois pour chacun des 6 hélicoptères Mi-24 et 44,2 heures par mois en moyenne pour chacun des 8 hélicoptères Mi-8)
58 400 jours de patrouilles d'observateurs militaires pour enquêter sur les violations de l'accord de cessez-le-feu le long des frontières libériennes (4 observateurs militaires par patrouille, 10 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	30 048	Nombre inférieur aux prévisions du fait que les observateurs ont participé à d'autres activités opérationnelles, telles que la surveillance d'installations stratégiques et le maintien de l'ordre, et ont apporté leur concours aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réadaptation
292 000 jours pour assurer la sécurité des principales installations portuaires ou aéroportuaires et autres infrastructures essentielles dans les grandes villes et localités (20 militaires par installation clef, 10 installations par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	459 900	Nombre plus élevé que prévu du fait qu'il a fallu protéger du matériel stratégique, les points de paiement des indemnités destinées aux ex-combattants et les organisations non gouvernementales
Maintien pendant tout l'exercice d'une liaison hebdomadaire avec le quartier général des parties à l'Accord de paix global	Oui	
Appui aux travaux de la Commission mixte de contrôle, notamment en ce qui concerne les services de secrétariat	Oui	
Conseils suivis à la Commission mixte de contrôle pour l'aider à s'acquitter des responsabilités découlant de l'Accord de paix global et de l'accord de cessez-le-feu, notamment l'élaboration de directives opérationnelles	Oui	
Protection des civils en cas de danger imminent de violences physiques	Oui	Y compris les patrouilles et les interventions de la force de réaction rapide

Réalisations escomptées 1.2 : réalisation de progrès en ce qui concerne la réintégration des ex-combattants dans la société civile libérienne, notamment en répondant aux besoins spéciaux des enfants soldats et des femmes, et le rapatriement s'il y a lieu des ex-combattants non libériens		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
La Commission nationale de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration se réunit au moins une fois par mois pour faire le point du programme dont elle est chargée et formuler des directives à ce sujet au Groupe mixte de mise en œuvre	Tenue de 10 réunions, 1 réunion tous les 45 jours en moyenne	
Plus de 25 000 combattants participent au programme de désarmement et de démobilisation	Objectif atteint : 51 034 ex-combattants ont été désarmés et démobilisés pendant la période considérée, dont 15 150 femmes, 5 172 garçons et 1 630 filles; le chiffre de 25 000 combattants correspondait à une estimation	
55 000 ex-combattants participent au programme de réintégration	40 000 ex-combattants ont participé au programme; 26 000 personnes attendaient un financement de la part des donateurs à la fin de l'année budgétaire afin de pouvoir bénéficier du programme	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport d'une assistance technique à la Commission mixte de contrôle, aux institutions financières internationales, aux organisations internationales de développement et aux donateurs afin de faciliter l'exécution du plan d'action pour le désarmement, la démobilisation, la réadaptation et la réintégration de toutes les parties armées	Oui	Y compris la coordination et le suivi d'activités et de projets de réintégration des ex-combattants dans la société et l'élaboration d'une politique sous-régionale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réintégration; conseils à la Commission nationale de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration des ex-combattants concernant la formulation et la mise en œuvre de politiques et stratégies
Protection de 10 zones de cantonnement réparties sur tout le territoire libérien	8	Zones de cantonnement dans tout le pays; 8 centres ont suffi à accueillir les combattants des 3 factions; protection de 6 opérations de désarmement itinérantes
Désarmement et démobilisation de 10 000 enfants soldats	6 802	Le nombre d'enfants démobilisés est estimé à environ 11 000

Désarmement et démobilisation de 15 000 combattants adultes, les femmes recevant une attention particulière	44 232	Nombre supérieur aux prévisions parce que les factions n'avaient pas soumis une liste complète de leurs combattants; 15 150 femmes
Destruction des armes et munitions de plus de 25 000 ex-combattants	103 019	Nombre d'ex-combattants plus élevé que prévu; 30 554 armes; 33 604 munitions pour armes lourdes et engins non explosés; 6 486 136 munitions pour armes légères
Mise en œuvre, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, d'un programme de réadaptation et de réintégration pour 55 000 ex-combattants, dont 30 000 auront été désarmés et démobilisés en 2003/04	40 000	26 000 ex-combattants n'ont pas bénéficié des programmes de réadaptation et de réintégration, faute de ressources financières
Organisation de 2 ateliers à Monrovia et de 1 atelier dans chaque secteur afin d'inciter la société civile à participer au processus de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration	30	Ateliers de réadaptation et réintégration organisés par la MINUL, le PNUD et la Commission nationale de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration dans 27 endroits choisis dans 13 comtés
Exécution à l'échelle du pays d'un programme d'information multimédia à l'appui du processus de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration, comportant les éléments suivants : 4 heures de télédiffusion par semaine, 24 heures de radiodiffusion par mois sur des stations locales, émissions radiophoniques quotidiennes sur la station de la MINUL, parution hebdomadaire d'encarts publicitaires dans 20 journaux locaux et de 2 articles dans des journaux nationaux, et, chaque mois, diffusion de 500 affiches, de 5 000 dépliants et de 1 bulletin d'information et campagne d'affichage sur 20 panneaux publicitaires	Oui	Dont : 4 heures de télédiffusion par semaine; 24 heures de radiodiffusion par mois sur 11 stations de radio; parution hebdomadaire d'encarts publicitaires dans 19 journaux locaux; 130 000 affiches; 250 000 dépliants; 20 000 bulletins; 11 panneaux publicitaires
Dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration, mise au point de plans d'action régionaux pour le rapatriement	Non	Accords bilatéraux entre les Gouvernements libérien et sierra-léonais; facilitation des négociations entre les Gouvernements concernant le rapatriement

Composante 2 : droits humanitaires et droits de l'homme

Réalisation escomptée 2.1 : amélioration de la situation humanitaire au Libéria		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Accès libre et sûr des organismes humanitaires aux populations dans le besoin	Objectif atteint	
Rapatriement de 32 000 réfugiés de Sierra Leone et de Côte d'Ivoire vivant au Libéria	Rapatriement de 13 000 réfugiés en Sierra Leone; 2 800 réfugiés sierra-léonais sont toujours au Libéria; 20 000 réfugiés ivoiriens n'ont pas été rapatriés en raison de l'insécurité qui règne en Côte d'Ivoire	
Retour dans leur ville ou village de 80 % des personnes déplacées	60 % (187 382 personnes sur 314 000); nombre inférieur aux prévisions du fait que les donateurs n'ont pas versé des contributions suffisantes, que les routes sont en mauvais état et impraticables pendant la saison des pluies	
Retour de 200 000 Libériens réfugiés dans les pays voisins	152 619 réfugiés libériens sont rentrés chez eux; quelque 240 000 personnes sont restées dans les pays voisins et devraient rentrer d'ici à la fin de 2007, si les conditions s'y prêtent	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Sécurité assurée aux points de distribution de l'aide humanitaire à Monrovia, dans les 4 secteurs et dans les 15 comtés	Oui	
Coordination de la mise en œuvre des politiques et programmes des organismes des Nations Unies et d'autres entités participant à l'action humanitaire menée au Libéria	Oui	Y compris les politiques des organisations non gouvernementales
Assistance technique pour la planification des programmes et coordination de la mise en œuvre des politiques et programmes de développement et de reconstruction des organismes des Nations Unies et de la communauté internationale	Oui	Recommandations concernant le cahier des charges d'une étude de faisabilité pour l'Autorité nationale portuaire
Coordination des activités financées par des fonds d'affectation spéciale et relations avec les donateurs, et prestation de services d'assistance technique au Gouvernement national de	Oui	Aide à la création d'un groupe de travail national chargé du réseau routier; participation à 7 réunions du groupe de travail technique afin de recenser les établissements scolaires et

transition pour l'aider à remettre en état 30 % du réseau routier, 15 % des écoles primaires et secondaires et 25 % des hôpitaux et des services collectifs connexes		sanitaires à remettre en état et de hiérarchiser l'ordre dans lequel auront lieu les travaux
Appui technique et logistique pour le rapatriement, la réadaptation et la réintégration des réfugiés et des déplacés	Oui	Aide en matière de transport et de communications dans les 4 secteurs; évaluation de la situation dans les comtés et suivi de l'aide humanitaire et de l'état d'avancement des préparatifs pour le retour des réfugiés et déplacés
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition, aux organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et aux autres partenaires de la société civile pour la mise en œuvre du cadre de transition axé sur les résultats	Oui	Regroupement de 4 des 10 groupes constitutifs du cadre de transition axé sur les résultats pour en ramener le nombre à 6; participation à 24 réunions du Comité de coordination de l'agriculture sur la reprise des activités agricoles, y compris au moyen d'opérations ponctuelles telles que la distribution de semences et d'outils; création de groupes de travail sur l'agriculture dans 2 comtés
30 missions d'évaluation menées sur l'ensemble du territoire, en collaboration avec des organismes des Nations Unies, pour encourager les initiatives de développement local, et assistance technique aux programmes d'aide locale	12	Missions d'évaluation, notamment une évaluation nationale des besoins des comtés, établissement des rapports d'évaluation concernant les 4 secteurs et facilitation d'un projet pilote mené dans le cadre d'une évaluation rapide de la situation agricole dans le pays; nombre moins élevé que prévu en raison du retard pris dans le déploiement du personnel
30 séminaires sur la situation humanitaire, de 3 jours chacun, organisés à Monrovia et dans les 4 secteurs à l'intention des organisations non gouvernementales locales et des agents des organismes de secours	Non	Retard dû à la pénurie de personnel et au retard pris dans les préparatifs des séminaires; séminaires prévus en 2006
Assistance technique aux partenaires locaux et aux organismes d'aide humanitaire pour les aider à élaborer des stratégies de mise en œuvre des programmes	Oui	Y compris la mise au point d'un plan de travail pour organiser les services humanitaires offerts par les divers organismes dans les 15 comtés et appui à l'élaboration de l'appel humanitaire
6 séminaires sur le droit humanitaire international, à l'intention de hauts fonctionnaires et de membres du corps législatif	Non	Retard dû à la pénurie de personnel et au retard pris dans les préparatifs des séminaires; séminaires prévus en 2006

15 séminaires (de 3 jours chacun) organisés dans la capitale de chaque comté, à l'intention de partenaires internationaux et locaux, pour faciliter un développement local intégré conforme aux objectifs et aux domaines définis dans le cadre de transition axé sur les résultats	9	Séminaires (dans 3 endroits différents); retard dû au retard pris dans le recrutement du personnel
Conseils aux organisations non gouvernementales nationales, notamment pour les formalités d'agrément et d'accréditation auprès des autorités	Non	Aucune entité gouvernementale n'a actuellement pour mandat de s'occuper des formalités d'agrément et d'accréditation des organisations non gouvernementales, mais le nouveau Gouvernement entend remédier à cette lacune; supervision des organisations non gouvernementales afin de veiller à ce que les besoins de la population soient pris en compte et les lacunes comblées
Réunions de coordination hebdomadaires avec les représentants des organismes d'aide humanitaire et les responsables locaux pour coordonner la fourniture de l'aide et régler les problèmes de protection	Oui	Réunions de coordination humanitaire tous les 15 jours à Monrovia, les organismes d'aide humanitaire ayant préféré cette formule; réunions de secteur hebdomadaires à Monrovia et réunions mensuelles dans chacun des 15 comtés
Gestion de projets à effet rapide, d'une valeur de 1 million de dollars, à Monrovia et dans les 15 comtés	Oui	
Produits additionnels	461	Campagne de sensibilisation dans les camps afin d'encourager les personnes déplacées à prendre part au programme de retour dans les foyers : 10 groupes de communicateurs traditionnels, qui ont eu recours à des saynètes, à la musique, à des chansons et à des danses pour encourager les déplacés à rentrer chez eux; 80 000 dépliants; encarts publicitaires dans 20 journaux locaux; 1 émission de radio hebdomadaire sur la radio de la MINUL et bulletins d'information réguliers Libériens sensibilisés à divers sujets, comme celui de la lutte contre le VIH/sida

		Conseils dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH/sida aux fins de la mise au point d'un plan stratégique national pour 2004-2008; élaboration de directives concernant le recours aux services de prise en charge et de dépistage à titre volontaire et aux services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant; mise au point d'un protocole et de recommandations concernant les traitements antirétroviraux au Libéria
--	--	--

Réalisation escomptée 2.2 : réalisation de progrès en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme, les libertés fondamentales et la réconciliation nationale au Libéria	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Le Gouvernement national de transition adopte une stratégie nationale de protection des droits de l'homme et fait régulièrement rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Statut de la Cour pénale internationale	Objectif non atteint; la décision d'instituer une Commission nationale indépendante des droits de l'homme a été prise en 2004, mais la loi portant création de la Commission n'a été adoptée que le 23 mars 2005; un plan d'action a été établi et sera examiné par le Gouvernement national de transition en janvier 2006
Établissement de statistiques et d'une base de données sur les violations des droits de l'homme au Libéria	Objectif non atteint faute des moyens voulus pour compiler les données
La Commission nationale indépendante des droits de l'homme étudie la situation et fait périodiquement rapport aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	Objectif non atteint; la Commission nationale indépendante des droits de l'homme n'a été créée que le 23 mars 2005 et ses membres n'ont été nommés qu'en septembre 2005
Tous les cas présumés de violation des droits de l'homme et d'abus s'y rapportant font l'objet d'une enquête par les autorités nationales	Les autorités locales n'enquêtent que de façon sporadique sur les cas portés à leur connaissance faute de l'appui logistique voulu; on ne sait pas exactement combien d'enquêtes sont en cours parce que les plaintes ne sont pas enregistrées de façon suivie
La Commission Vérité et réconciliation tient 10 audiences publiques et mène 4 enquêtes par mois	Objectif non atteint; la loi portant création de la Commission Vérité et réconciliation n'a été adoptée que le 10 juin 2005; la Commission devrait devenir opérationnelle en 2006

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
2 séminaires nationaux organisés à l'intention de responsables de l'administration et d'organisations de défense des droits de l'homme sur le rôle de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en tant qu'instrument garantissant le respect par les autorités de leurs obligations en la matière	Non	Le Gouvernement national de transition n'a nommé les membres de la Commission qu'en septembre 2005
6 ateliers spécialisés organisés à l'intention des membres et du personnel de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme sur le fonctionnement et les attributions de la Commission	Non	Les membres de la Commission n'ont été nommés qu'en septembre 2005
1 séminaire national et 3 séminaires de secteur organisés à l'intention de responsables d'organisations non gouvernementales et de collectivités locales sur le fonctionnement et les attributions de la Commission Vérité et réconciliation	10	2 séminaires nationaux et 8 séminaires de secteur; nombre plus élevé que prévu en raison de la nécessité de susciter un appui en faveur de la Commission Vérité et réconciliation parmi la population
10 programmes de formation consacrés au fonctionnement et aux attributions de la Commission Vérité et réconciliation, organisés à l'intention des membres et du personnel de la Commission	Non	Les membres de la Commission n'ont été nommés qu'en septembre 2005
15 séminaires de sensibilisation et d'éducation organisés dans les comtés sur le thème des droits de l'homme à l'intention de représentants d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme ou d'aide humanitaire et des autorités locales	6	Séminaires de sensibilisation sur le thème des droits de l'homme organisés à l'intention de représentants des organisations non gouvernementales et des autorités locales; retard dû au retard pris dans le déploiement du personnel en raison de l'instabilité de la situation dans certains comtés; les autres séminaires devraient avoir lieu en 2005/06
1 séminaire national et 4 séminaires de secteur sur la stratégie et le plan d'action en matière de droits de l'homme organisés à l'intention de représentants de l'administration et d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme	Non	La MINUL a établi un projet de plan d'action national en matière de droits de l'homme, qu'elle communiquera au Gouvernement en janvier 2006; l'élaboration du projet a pris plus de temps que prévu

2 séminaires nationaux sur les directives d'établissement de rapports et de suivi relatives au plan d'action national en matière de droits de l'homme, organisés à l'intention d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et d'entités locales	Non	La MINUL a établi un projet de plan d'action national en matière de droits de l'homme, qu'elle communiquera au Gouvernement en janvier 2006; l'élaboration du projet a pris plus de temps que prévu
10 stages de formation organisés à l'intention de fonctionnaires libériens et consacrés à l'établissement de rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la mise en œuvre de leurs recommandations	Non	Une formation consacrée à l'établissement de rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux complètera l'élaboration du plan d'action national, car les stages de formation feront partie de la stratégie en faveur de l'adoption du plan; les stages se dérouleront entre janvier et mai 2006, une fois que le Gouvernement aura examiné le plan en janvier 2006
Surveillance du respect des droits de l'homme dans les 15 comtés du Libéria	13	Nombre d'opérations moins élevé que prévu faute d'un nombre suffisant de spécialistes des droits de l'homme
Appui technique à des associations de défense des droits de l'homme dans au moins un établissement scolaire du deuxième ou du troisième cycles dans chacun des 15 comtés, et suivi de leurs activités	1	Association de défense des droits de l'homme créée dans une école secondaire dans le comté de Sinoe; la Mission recense actuellement des établissements scolaires dans les autres comtés afin d'y renouveler l'expérience; le retard s'explique par le retard pris dans le déploiement du personnel en raison de l'instabilité de la situation dans certains comtés
Apport d'un appui technique à un centre d'information et de recherche sur les droits de l'homme doté de 10 antennes de recherche à Monrovia, et suivi de ses activités	Non	Le Gouvernement national de transition n'a alloué aucun crédit pour équiper le centre
10 missions spéciales d'enquête, et rapports connexes, sur des violations flagrantes des droits de l'homme	3	Missions spéciales d'enquête; nombre moins élevé que prévu par suite de l'évolution des opérations et du conflit; établissement d'une étude nationale sur la situation des droits de l'homme dans les plantations d'hévéa; missions d'enquête quotidiennes sur les violations de droits de l'homme

30 missions d'enquête, comprenant des analyses scientifiques, sur des violations flagrantes des droits de l'homme, et rapports connexes, les recherches portant plus particulièrement sur les massacres commis pendant la guerre et sur les charniers	Non	Activité qui aurait dû être menée parallèlement à celles de la Commission Vérité et réconciliation et qui ne démarrera que lorsque la Commission sera opérationnelle; retard dû au fait que les membres de la Commission n'ont été nommés qu'en septembre 2005
Enquête et constitution d'un dossier sur 2 000 cas de violation des droits de l'homme répartis sur tout le territoire	500	Cas faisant l'objet d'une enquête et d'un dossier; nombre moins élevé que prévu en raison du retard pris dans le recrutement du personnel
Apport d'une aide à 50 victimes de violations graves des droits de l'homme dans leurs démarches auprès des juridictions nationales pour obtenir réparation	50	
Apport d'un appui à 15 organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme en vue du renforcement des capacités nationales de surveillance et de protection de ces droits	12	Organisations non gouvernementales et associations civiles nationales s'occupant des droits de l'homme ayant reçu un appui dans le cadre de réseaux chargés d'examiner les nouveaux problèmes qui se posent et les nouvelles violations qui se font jour; nombre moins élevé que prévu faute d'un nombre suffisant de spécialistes des droits de l'homme dans les comtés
Produit additionnel		Création de 2 bases de données : une base sur les violations des droits de l'homme constatées par le passé et une autre sur les violations actuelles, qui seront transférées à la Commission Vérité et réconciliation lorsque celle-ci sera pleinement opérationnelle

Composante 3 : réforme des services publics de sécurité

Réalisations escomptées 3.1 : renforcement de l'ordre public et création d'un service national de police viable au Libéria		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Le Gouvernement national de transition adopte des directives pour la sélection des membres de la police libérienne et les modalités de l'enquête préalable à leur engagement	Objectif atteint; le comité technique du maintien de l'ordre (composé de membres de la MINUL et de représentants du Gouvernement national de transition) a adopté des critères de base pour la sélection des membres de la police nationale et a donné le feu vert à 2 994 personnes; 1 285 membres des services spéciaux de sécurité ont également été sélectionnés	
La Police nationale procède à la réouverture de commissariats dans les 15 comtés	Objectif atteint; la Police nationale a rouvert 62 commissariats dans les 15 comtés	
800 élèves de l'école de police libérienne obtiennent leur diplôme	L'école de police libérienne a diplômé 547 élèves; une deuxième promotion obtiendra son diplôme en 2005/06; le nombre de diplômés est moins élevé que prévu parce que l'école manque de moyens	
La Police nationale mène à bien l'habilitation de tous les policiers	547 policiers (sur 3 500) ont été habilités pendant la période considérée	
L'administration établit des statistiques et une base de données sur la criminalité au Libéria	Les préparatifs ont commencé, mais la base de données n'a pas été créée faute de moyens; elle devrait l'être d'ici au 30 juin 2006	
Le Gouvernement national de transition crée un comité technique du maintien de l'ordre	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport d'une assistance technique à la Police nationale libérienne pour l'aider à appliquer les conclusions de l'étude de ses capacités et de ses besoins, dans le cadre des activités des unités déployées au même endroit et de réunions d'évaluation hebdomadaires	Oui	Conseils à la Police nationale concernant les patrouilles, les enquêtes et les interventions auprès des populations; remise en état de 2 commissariats dans le cadre de projets à effet rapide
10 016 journées de patrouilles de la police civile dans tout le Libéria (2 personnes par patrouille, 4 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 313 jours)	15 084	Patrouilles quotidiennes communes avec la Police nationale et les unités de police constituées à partir de toutes les bases d'opérations et à Monrovia; nombre plus élevé que prévu par suite de l'augmentation du nombre de

		patrouilles à Monrovia, qui est passé de 4 à 8 pour les 3 équipes
Supervision, assortie d'un appui et de conseils, des activités de la Police nationale dans 66 postes auxiliaires (opérations de police, enquêtes, patrouilles et surveillance de proximité)	Oui	92 postes auxiliaires (25 dans les zones des bases d'opérations et 67 à Monrovia); nombre plus élevé que prévu en raison des besoins de surveillance élevés
Apport d'une assistance technique au comité technique du maintien de l'ordre, en donnant, dans le cadre des activités des unités déployées au même endroit et de réunions de suivi hebdomadaires, des conseils pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et procédures devant régir les enquêtes de sécurité, la sélection, l'enregistrement, l'agrément et l'habilitation des agents de la police nationale réorganisée	Oui	Formulation de conseils sur 76 politiques; réunions hebdomadaires et mensuelles tenues dans les endroits où plusieurs unités sont déployées
Apport d'une assistance technique aux deux écoles nationales de police, en leur donnant des conseils sur le contenu des programmes et les modules de formation, et en mettant à leur disposition jusqu'à 60 instructeurs de la police civile	Oui	
2 cours sur les pratiques de police démocratiques à l'intention de la Police nationale	1	60 séances; nombre moins élevé que prévu faute de moyens de formation
2 cours sur les droits de l'homme à l'intention de la Police nationale	2	46 séances chacun
Campagne de recrutement de membres de la Police nationale, comportant 2 émissions radiophoniques hebdomadaires, plusieurs voyages par mois à des fins de promotion, et la production de 3 opuscules et de 2 brochures	Oui	
Formation de 500 agents de la Police nationale à la gestion des troubles civils	547	
Mise en place d'un dispositif de renfort de la Police nationale dans l'éventualité de désordres civils ou d'un risque	Oui	Déploiement du dispositif de renfort dans le cadre de 19 incidents

<p>imminent de violences physiques nécessitant d'assurer la protection des civils dans les zones de déploiement et, dans ce cadre, désignation des éléments des unités de police constituées qui devront intervenir en cas de besoin à Monrovia et dans les 4 secteurs et coordination des plans et procédures de mise en œuvre du dispositif</p> <p>Enquêtes de sécurité concernant jusqu'à 3 000 membres de la Police nationale afin d'évaluer leurs compétences professionnelles et apport d'une assistance au Gouvernement national de transition pour l'octroi de l'habilitation à exercer des pouvoirs de police</p>	1 285	<p>Policiers habilités à exercer; nombre moins élevé que prévu en raison de l'organisation de programmes de formation à l'intention d'autres services de sécurité, tels que la Police portuaire et les services spéciaux de sécurité</p>
<p>Inspection des 2 écoles de police, des services spéciaux de sécurité, du Bureau national des enquêtes, du Ministère de la sécurité nationale, de l'Office national de sécurité, du Bureau de l'immigration et des naturalisations et de l'Office de lutte contre la drogue aux fins de l'évaluation de leur capacité à délivrer des agréments</p>	Oui	<p>Chaque organisme a été inspecté une fois</p>

Réalisation escomptée 3.2 : création d'institutions judiciaires et pénitentiaires viables		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
<p>Les nominations à des fonctions judiciaires sont effectuées de manière conforme à l'Accord de paix global</p>	<p>Objectif atteint; parmi les juges nommés conformément à l'Accord de paix global figurent 20 juges des circuits courts, 50 juges des tribunaux spécialisés et les magistrats des 145 magisterial courts</p>	
<p>Le Gouvernement national de transition applique toutes les conventions juridiques et judiciaires internationales</p>	<p>Objectif atteint; le Libéria a adhéré à 6 conventions internationales et en a ratifié 4</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Apport d'une assistance technique aux diverses composantes du système judiciaire national, y compris le ministère public, l'ordre des avocats, les tribunaux et le Ministère de la justice</p>	Oui	<p>Conseils au Ministère de la justice pour réduire le nombre d'affaires en souffrance, aide à la création d'un comité chargé d'examiner les cas de détention provisoire abusive et régler le problème de la surpopulation dans les</p>

		établissements pénitenciers, conseils aux avocats de la défense (notamment dans le cadre d'une évaluation du système d'aide judiciaire assortie de recommandations concernant la réforme du système existant), aide à la création d'une association afin de coordonner les activités et les propositions, et conseils et encadrement proposés au personnel du Ministère de la justice
3 séminaires sur l'application d'un plan directeur pour la mise en place d'institutions juridiques et judiciaires organisés à l'intention de fonctionnaires du Ministère de la justice et de membres de l'ordre des avocats	Non	Plan directeur encore en cours d'élaboration en raison de divergences d'opinion concernant le cadre de transition axé sur les résultats
Apport d'une assistance technique à la Cour suprême pour la désignation de nouveaux juges	Oui	Conseils concernant le choix des critères et modalités d'enquête préalable à l'engagement
15 cours de formation destinés à présenter à des juges, des magistrats, des procureurs, des avocats, des administrateurs des tribunaux et des greffiers des procédures et pratiques efficaces en matière de conduite des procès et de défense	7	Séminaires organisés à l'intention de procureurs, de greffiers et d'étudiants en droit; les juges et magistrats ont été laissés à l'écart parce que les modalités d'enquête préalable à l'engagement et les procédures de nomination n'ont été mises au point que le 28 juin 2005
1 séminaire sur les juridictions et pratiques de la <i>common law</i> organisé à l'intention des membres de l'ordre des avocats des comtés	Non	Par suite de la désorganisation de l'ordre des avocats des comtés; les séminaires auront lieu en 2005/06 sous réserve de la réorganisation de l'ordre des avocats dans chaque comté
5 séminaires sur la rédaction de textes législatifs et juridiques organisés à l'intention de magistrats et de membres de l'ordre des avocats	2	1 séminaire sur la réforme législative et 1 autre sur la rédaction des textes de loi; les 3 autres séminaires n'ont pas eu lieu parce que le Ministère n'avait pas hiérarchisé les textes de loi à utiliser; ils devraient avoir lieu en 2005/06
2 séminaires sur la mise au point de programmes relatifs à la juridiction et aux règles des tribunaux coutumiers organisés à l'intention des chefs de tribu et des membres des conseils de village	Non	Par suite de la non-restauration de l'autorité civile dans les comtés et de la désorganisation des tribunaux coutumiers; séminaires prévus en 2005/06

Apport d'un appui technique à la Cour suprême et aux tribunaux placés sous son contrôle en mettant à leur disposition les principaux documents juridiques de référence (achetés ou reproduits)	Oui	
Recrutement et formation de 100 gardiens de prison	56	Nombre moins élevé que prévu en raison du retard pris par le Gouvernement pour approuver le plan relatif aux modalités d'enquête préalable à l'engagement et le plan de formation, et pour créer les postes réservés aux nouveaux gardiens
Apport d'une assistance technique aux services pénitentiaires pour la mise en place de politiques, de modalités et de procédures	Oui	Notamment l'élaboration de principes directeurs et de 10 politiques nationales (en concertation avec les parties prenantes nationales), qui ont été présentés au Gouvernement pour approbation, formation des gardiens de prison à la mise en œuvre des politiques et procédures, et création de groupes de travail interdépartementaux pour l'examen des affaires
Réunions hebdomadaires avec les acteurs nationaux et internationaux au sujet de la réforme des institutions judiciaires	Oui	Recherche de stratégies de collecte de fonds, de moyens de renforcer le système juridique et judiciaire, et de méthodes de renforcement des capacités
Supervision régulière des procédures civiles et criminelles dans l'ensemble du territoire et établissement de rapports à ce sujet	Oui	Supervision quotidienne des procédures judiciaires par des superviseurs opérant dans 10 des 15 comtés (4 comtés n'avaient pas de tribunaux et 1 comté était couvert par du personnel en poste à Monrovia)
Produit additionnel		Aide à la création d'un comité de gestion des affaires, en collaboration avec le Ministère de la justice, qui est chargé de revoir les cas de détention provisoire abusive et de régler le problème chronique du surpeuplement dans les prisons

Réalisations escomptées 3.3 : réorganisation de l'armée libérienne		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Établissement d'une force de défense nationale réorganisée comptant 6 000 personnes	Démobilisation du personnel en situation irrégulière dans les forces armées libériennes; les opérations ont commencé le 31 mai 2005 et devraient se terminer à la fin du mois d'août 2005 avec la démobilisation de quelque 9 000 personnes	
Constitution du Comité consultatif pour les questions de défense du Gouvernement national de transition	Objectif atteint; le Comité consultatif de suivi des questions de défense a été créé en juin 2005	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition pour le recrutement, la formation et le déploiement d'une nouvelle force armée réorganisée, en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les organisations internationales et les États intéressés	Oui	Conseils aux forces armées libériennes concernant les procédures d'habilitation et l'évaluation des centres de recrutement et d'entraînement nationaux; suivi de la remise en état et de la construction des centres de recrutement et de formation
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition pour la création et l'entrée en fonctions du Comité consultatif pour les questions de défense, en collaboration avec la CEDEAO, les organisations internationales et les États intéressés	Oui	Aide dans le cadre des réunions hebdomadaires du Comité consultatif de suivi des questions de défense (afin de suivre les opérations de démobilisation); conseils sur les principes directeurs et les critères de versement d'une pension au personnel des forces armées libériennes et sur le projet de plan d'enquête préalable au recrutement et à l'engagement du personnel des nouvelles forces armées

Composante 4 : processus de paix

Réalisation escomptée 4.1 : rétablissement de l'autorité nationale dans tout le Libéria		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Le Gouvernement national de transition procède à la réouverture des bureaux de l'administration civile et des services sociaux dans les 15 comtés	Le Gouvernement national de transition a nommé les commissaires des 15 comtés, qui ont pris leurs fonctions en juillet 2005; il a procédé aux affectations ci-après dans les comtés : 168 percepteurs (dans 13 perceptions), 206 agents des douanes (dans 11 bureaux ruraux) et 379 agents des services d'immigration et de naturalisation et 31 fonctionnaires des mines (dans leurs administrations respectives); l'absence de financement public, les problèmes logistiques et la pénurie de logements, de moyens de transport et de matériel ont entravé le rétablissement de l'autorité de l'État	
Le Gouvernement national de transition, 27 partis politiques et les chefs coutumiers ont des échanges de vues réguliers et participent à des programmes communs en vue de consolider le consensus sur les conditions de la stabilité politique et de la réconciliation nationale	7 réunions par semaine, avec 18 partis politiques officiellement reconnus et des chefs coutumiers, dans les 15 comtés	
Le Gouvernement national de transition réglemente l'exploitation des ressources naturelles	Objectif non réalisé; l'examen de la gestion des ressources naturelles (y compris le système de gestion financière interne de l'Office des forêts, le traçage des grumes, la conception d'un programme de formation des représentants de l'Office, de la société civile et des concessionnaires) a eu lieu; les retards s'expliquent par la lenteur des réformes	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, pour la mise en place d'une administration civile comme moyen de renforcer l'autorité nationale sur tout le territoire	Oui	Contribution à la constitution d'un groupe de travail national pour le rétablissement de l'autorité de l'État dans toutes les régions du pays
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, pour la mise en œuvre d'une stratégie visant à consolider les institutions publiques	Oui	576 réunions avec au moins 12 différents ministères ou divisions; organisation de 45 ateliers; conseils concernant les finances, la gestion portuaire, les établissements bancaires et création d'une équipe spéciale

		<p>exécutive anticorruption; formation du personnel de la police des ports, renforcement de la sécurité portuaire et conseils à la Commissions des contrats et des monopoles et au Président du Gouvernement national de transition; facilitation des déplacements des fonctionnaires de la Commission de la réforme de la gouvernance dans différentes régions du pays, contribution à la sélection des questions posées au public, et participation à toutes les auditions sur l'idée que le public se fait de l'avenir du Libéria</p>
<p>En association à des fonctions de médiation, tenue de consultations régulières avec 27 partis politiques et plus de 250 organisations de la société civile en vue de réaliser un consensus sur les questions dont dépend l'instauration d'une paix durable dans la région</p>	Oui	<p>4 réunions par semaine en moyenne, avec des partis politiques et des groupements de la société civile</p>
<p>En collaboration avec les chefs d'État de la CEDEAO et les principaux partenaires de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, apport d'un appui technique suivi, assorti de conseils politiques, au Gouvernement national de transition pour la recherche d'un consensus devant conduire à une paix durable au Libéria</p>	Oui	<p>Participation à la formulation et à la négociation du programme d'aide à la gouvernance et à la gestion économique, exposés sur l'état de l'application de l'Accord général de paix organisés à l'intention du médiateur de la CEDEAO et conseils politiques à la CEDEAO en vue d'assurer le succès de l'audit du Gouvernement, notamment</p>
<p>Prestation de services de secrétariat à la Commission mixte de contrôle et au mécanisme de coordination de haut niveau ONU-CEDEAO, et réunions de coordination régulières avec la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest</p>	Oui	<p>Dont 2 réunions des Représentants spéciaux du Secrétaire général pour la MINUL, la MINUSIL et la MINUCI et deux réunions communes ONU/Gouvernement/CEDEAO</p>
<p>Apport d'une assistance technique concernant les normes internationales en matière d'environnement et la gestion des ressources naturelles, et suivi du programme national de</p>	Oui	<p>Formulation de recommandations au cours de réunions de travail MINUL/Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/PNUD, avec l'Office de protection de</p>

protection de l'environnement (axé sur la déforestation, l'extraction minière et leur impact sur la nature) adopté par le Gouvernement national de transition pour instaurer une gestion rationnelle de ces ressources		l'environnement, sur des questions relatives à l'environnement, dont la bonne administration des ressources naturelles dans les zones protégées et l'expulsion des personnes installées illégalement dans les parcs; examen des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs fixés par le Conseil de sécurité en ce qui concerne les terres, les mines et l'énergie et l'Office des forêts
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition pour l'aider à mettre en place une réglementation détaillée concernant l'exploitation et la protection des ressources naturelles	Oui	Notamment : réunions hebdomadaires avec les parties intéressées; évaluations, dont 3 levés, établis à partir de prises de vues aériennes, des zones minières (pour le Ministère des terres, des mines et de l'énergie), 9 missions réalisées par des équipes chargées d'examiner et de garantir l'application du régime des sanctions, élaboration d'un document de réflexion à l'intention de l'Office des forêts sur l'établissement d'un plan pour la levée des sanctions concernant l'industrie forestière du Libéria (autorité du Gouvernement dans ce domaine, collecte de l'impôt et protection de ressources forestières); conseils techniques (avec le Service des forêts du Ministère de l'agriculture des États-Unis) sur la formulation de mesures et d'instruments pour une gestion efficace des activités de sciage au long au Libéria
Programme multimédias d'information et de plaidoyer à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement national de transition pour réaliser la réconciliation nationale : 72 heures de télédiffusion, 360 heures de radiodiffusion sur des stations locales, production et diffusion de 60 000 dépliants et 6 000 affiches, parution de 1 200 encarts publicitaires dans 20 journaux, production et diffusion de 12 bulletins et maintenance d'un site Web	Oui	72 heures de télédiffusion; 300 heures de radiodiffusion sur des stations locales; 1 site Web de la MINUL (5 000 consultations en moyenne par mois); 30 000 exemplaires du magazine de la Mission (<i>UNMIL Focus</i>); 200 annonces dans une vingtaine de journaux; 1 concert pour la paix à Monrovia (plus de 4 500 spectateurs); 2 tournois (opposant une soixantaine d'écoles de 10 comtés); 500 disques compacts; 1 000 cassettes; 95 000 prospectus sur la commission Vérité et Réconciliation, l'immunisation contre la poliomyélite, la promotion de l'équité entre les sexes et la prévention du VIH/sida

Diffusion d'émissions radiophoniques par la station de la MINUL, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en anglais classique, en anglais libérien et dans 6 langues locales	Oui	La radio de la MINUL peut être reçue dans 75 % du pays
Formation de 120 journalistes locaux à la production de reportages objectifs	215	Journalistes formés; les besoins ont été plus importants que prévu

Réalisation escomptée 4.2 : progrès dans l'organisation d'élections libres, équitables et crédibles en octobre 2005

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
La Commission électorale nationale, dûment réorganisée, publie un calendrier et un plan d'action pour les élections prévues en octobre 2005	Objectif réalisé	
L'assemblée législative et le Gouvernement national de transition adoptent une loi électorale	Objectif réalisé en décembre 2004	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'assistance technique et de conseil au Gouvernement national de transition pour la constitution et le fonctionnement de la Commission électorale nationale et des organes électoraux subsidiaires	Oui	Conseils sur l'élaboration de matériels et la formulation et l'exécution de plans; recrutement, par la MINUL avec l'appui de la Commission électorale nationale, d'agents pour l'établissement des listes électorales, le scrutin proprement dit et son dépouillement
Évaluation des besoins de la Commission électorale nationale	1	
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition et à la Commission électorale nationale pour les aider à mettre au point des campagnes d'éducation et d'enregistrement des électeurs	Oui	
Programmes de sensibilisation et de formation des membres de la Commission électorale nationale au droit, aux pratiques et au code électoraux	Oui	Y compris l'élaboration de codes de conduite pour le personnel de la Commission électorale, la presse et les partis politiques : 4 000 agents formés pour l'enregistrement des électeurs
Apport d'une assistance technique à la Commission électorale nationale pour l'aider à constituer une base de	Oui	Y compris l'apport d'une assistance pour mettre en place un centre de traitement des données

données sur les électeurs et à imprimer les documents électoraux, y compris les bulletins de vote		
Apport d'une assistance technique à la Commission électorale nationale pour l'aider à mettre en place 84 bureaux de vote dans les 15 comtés	Non	La Commission électorale ne dispose que de 18 bureaux dans l'ensemble du pays et ne prévoit pas d'en ouvrir d'autres; des conseils ont été fournis sur le recrutement et la formation du personnel, la recherche de sites pour les inscriptions sur les listes électorales et les opérations de vote, et la suite à donner aux réclamations et objections; le plan initial prévoyait de créer des petits bureaux partout dans le pays, il a été modifié pour ne créer que des bureaux intégrés qui fonctionnent en parallèle avec la Commission électorale
Mise au point de mesures de sécurité à l'échelon national pour assurer le déroulement du scrutin dans de bonnes conditions de sécurité et de liberté	Oui	
Apport d'une assistance technique au Gouvernement national de transition pour l'aider, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, à appliquer les conclusions du rapport d'évaluation technique établi par l'ONU et le plan d'action pour les élections	Oui	
Produits additionnels		<p>Mise au point et organisation d'une campagne d'information du public pour faire connaître les opérations de vote aux électeurs potentiels, avec production de 41 000 tee-shirts, 100 000 posters, 350 000 prospectus, 75 panneaux d'affichage, vidéos (inscription sur les listes électorales et instruction civique); diffusion régulière de mises à jour, de nouvelles et d'annonces et émission hebdomadaire spéciale sur la station de radio de la MINUL</p> <p>Inscription de 1 350 000 électeurs et enregistrement de 12 nouveaux partis politiques (venant s'ajouter aux 18 déjà enregistrés)</p>

Composante 5 : appui

Réalisation escomptée 5.1 : fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et rationnel		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réduction de plus de 20 % du nombre d'accidents par véhicule (0,135 contre 0,175 en 2003/04)	Pas de réduction du nombre d'accidents par véhicule en raison du mauvais état des routes et de l'augmentation générale du nombre de véhicules particuliers sur le réseau routier	
Réduction de plus de 25 % du nombre de cas de paludisme signalés parmi le personnel de la Mission (militaires, police civile et personnel civil) (475 par mois contre 652 par mois en 2003/04)	Réduction de 14 % pour l'exercice (562 cas en moyenne par moi : 637 cas pendant les 6 premiers mois et 486 cas pendant les 6 derniers mois)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Vérification de l'aptitude à conduire des chauffeurs de la mission	2 252	Chauffeurs ayant participé à l'épreuve organisée par la Section des transports de la MINUL
	1 802	Personnes ayant obtenu le permis de conduire à l'issue de l'épreuve organisée par la Section des transports de la MINUL; 450 candidats ont échoué
	3 281	Permis délivrés aux militaires (épreuves organisées par les responsables des transports militaires)
Programme de prévention du paludisme	Oui	Diagnostic précoce et gestion des cas de paludisme (test sanguin rapide et prescription de médicaments efficaces et appropriés)
Relève et rapatriement de 15 000 militaires, y compris les officiers d'état-major et les observateurs militaires	14 700	Militaires
Relève et rapatriement de 1 115 policiers civils, y compris les membres des unités de police constituées	1 097	Police civile
Approvisionnement en rations et en eau potable (dans toutes les zones de déploiement) de 14 640 militaires	14 499	

Gestion des dossiers des 1 864 membres (au plus) du personnel civil (635 membres du personnel international, 43 administrateurs recrutés sur le plan national, 755 agents recrutés sur le plan national et 431 Volontaires des Nations Unies)	1 412	468 agents recrutés sur le plan international, 20 administrateurs recrutés sur le plan national, 615 agents recrutés sur le plan national, 309 Volontaires des Nations Unies (moyenne)
Achèvement de tous les travaux de remise en état des infrastructures et de reconstruction de 35 bâtiments nécessaires pour que la Mission puisse fonctionner dans des conditions conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle	35	Produit exécuté compte tenu des normes minimales de sécurité
Gestion du bureau de liaison régional d'Abuja chargé de la liaison avec la CEDEAO	Non	Bureau non nécessaire; fonctions de liaison assurées dans le cadre de réunions périodiques dans la région et par le biais du Bureau de la CEDEAO à Monrovia
Gestion de tous les locaux de la Mission à Monrovia, dans les quatre secteurs et dans les 15 comtés	204	Immeubles au Libéria
Approvisionnement en électricité de tous les locaux et de toutes les installations des Nations Unies	Oui	Notamment : installation et entretien de 565 groupes électrogènes pour l'alimentation (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) de tous les sites de la MINUL
Remise en état et entretien de 3 aérodromes	3	
Remise en état d'une jetée du port de Monrovia	1	
Gestion et entretien de plus de 1 300 véhicules appartenant à l'ONU dotés de matériel radio à haute fréquence et à très haute fréquence, dispersés dans toute la zone de la Mission	1 500	Entretien et exploitation de 1 500 véhicules, de matériel du génie et de matériel de manutention; 1 000 véhicules équipés de radios HF et VHF et 300 de radios VHF seulement
Approvisionnement en carburants et lubrifiants pour les 1 220 véhicules des contingents	2 269	Véhicules (plus nombreux que prévu en raison de l'augmentation du nombre des véhicules qui appartiennent aux contingents et des militaires déployés)
Services quotidiens de navette par autobus à Monrovia pour 1 864 civils (personnel recruté sur le plan international ou national) et plus de 150 militaires affectés au quartier général de la force	Oui	1 103 agents recrutés sur les plans international et national (taux de vacance des postes plus important que prévu), 201 observateurs militaires, 599 policiers civils

Gestion et inspection de 3 aéronefs à voilure fixe et de 23 aéronefs à voilure tournante dispersés sur tout le territoire et devant assurer 20 300 heures de vol	3 22 15 683	Avions Hélicoptères Heures de vol (moins nombreuses que prévu en raison du regroupement de multiples missions, des mauvaises conditions météorologiques et de l'utilisation des transports maritimes et fluviaux)
Gestion et inspection de 14 aéronefs militaires	14	Aéronefs militaires
Approvisionnement en carburants et lubrifiants pour l'ensemble des aéronefs, sur 4 sites	2	Aéronefs regroupés sur 2 sites (les 2 autres sites n'étaient pas dotés de stations opérationnelles pour l'approvisionnement en carburant); une troisième station a commencé à fonctionner le 1 ^{er} octobre 2005
Entretien de l'infrastructure d'aviation et de navigation dans sept aérodromes	7	Aérodromes
Vols réguliers de transport de passagers et de réapprovisionnement et, en cas de nécessité, vols d'évacuation médicale	Oui	Vols de réapprovisionnement vers d'autres sites que Monrovia et vols opérationnels vers Accra et Freetown; 86 vols d'évacuation
Gestion et exploitation d'un cargo côtier	1	Cargo
Entretien et exploitation de 24 microterminaux répartis sur 20 sites	24	Microterminaux installés dans tous les sites
Entretien et exploitation de 33 centraux téléphoniques desservant 2 979 usagers	32 2 212	Centraux téléphoniques Utilisateurs (nombre moins élevé que prévu en raison des retards pris dans l'installation des lignes)
Entretien et exploitation de 75 répéteurs VHF et de 39 répéteurs UHF, et d'émetteurs	37 4	VHF UHF; le matériel restant (commandé par la Mission et en attente de livraison) sera installé en 2005/06; ce contretemps s'explique par la livraison tardive d'accessoires
Entretien et exploitation de 65 liaisons hertziennes	52	La Mission attend la livraison du matériel restant
Entretien et exploitation de 7 stations de radiodiffusion FM VHF couvrant l'ensemble du pays	7	Tous les sites fonctionnent effectivement et à pleine capacité

Maintenance de 2 000 ordinateurs de table, 112 serveurs, 630 ordinateurs portables, 1 559 imprimantes, 25 lecteurs optiques ultrarapides et 70 lecteurs optiques/télécopieurs répartis entre 60 sites et 2 834 usagers	1 808 62 746 94 894 2 554	Ordinateurs de table Serveurs Ordinateurs portatifs Lecteurs optiques (dont télécopieurs) Imprimantes Utilisateurs bénéficiant de services d'appui; le nombre d'ordinateurs portatifs est plus élevé que prévu à cause du taux de panne (électrique et mécanique) important qui résulte des conditions climatiques difficiles (humidité et température très élevées); celui des imprimantes et serveurs est moins élevé parce que le plan informatique a été rationalisé
Maintenance et appui de grands réseaux comptant 2 834 usagers répartis entre 60 sites, y compris des systèmes d'administration de base de données et des applications bureautiques standard	2 554	Utilisateurs répartis entre 62 sites au total
Entretien et exploitation de 1 centre de consultations de niveau 1 au quartier général de la Mission	5	La section des services médicaux civils dispose de 5 centres de niveau 1 répartis dans les différents secteurs. Les besoins plus importants que prévu expliquent ce nombre élevé
Entretien et exploitation de 32 centres de consultations de niveau 1 répartis sur 24 sites	32	Centres de niveau 1 pour le personnel militaire
Entretien et exploitation de 3 centres de consultations de niveau 2 répartis sur 3 sites	5	Hôpitaux de niveau 2
Entretien et exploitation de 1 hôpital de niveau 3 à Monrovia	1	Hôpital de niveau 3
Établissement de cartes pour la Mission, à l'aide du Système d'information géographique	4 939	Cartes
Produit additionnel	985	Véhicules (95 % du parc automobile) équipés du système CarLog

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué ^a (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	11 445,8	11 337,8	108,0	0,9
Contingents	355 738,8	340 018,9	15 719,9	4,4
Police civile	35 984,6	32 758,2	3 226,4	9,0
Unités de police constituées	11 634,5	9 152,8	2 481,7	21,3
Total partiel	414 803,7	393 267,7	21 536,0	5,2
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	87 323,7	76 896,2	10 427,5	11,9
Personnel recruté sur le plan national	6 121,2	8 757,6	(2 636,4)	(43,1)
Volontaires des Nations Unies	17 763,7	12 965,1	4 798,6	27,0
Total partiel	111 208,6	98 618,9	12 589,7	11,3
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 468,8	1 630,3	(161,5)	(11,0)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	565,3	353,8	211,5	37,4
Voyages	1 976,9	1 840,5	136,4	6,9
Installations et infrastructures	100 338,8	90 774,8	9 564,0	9,5
Transports terrestres	25 600,6	18 345,2	7 255,4	28,3
Transports aériens	74 228,1	54 689,9	19 538,2	26,3
Transports maritimes ou fluviaux	2 730,0	2 581,3	148,7	5,4
Transmissions	33 318,1	28 071,1	5 247,0	15,7
Informatique	7 508,4	7 250,7	257,7	3,4
Services médicaux	15 031,0	12 238,2	2 792,8	18,6
Matériel spécial	6 334,9	6 058,2	276,7	4,4
Fournitures, services et matériel divers	25 872,8	24 244,2	1 628,6	6,3
Projets à effet rapide	1 000,0	1 000,0	–	–
Total partiel	295 973,7	249 078,2	46 895,5	15,8
Total brut	821 986,0	740 964,8	81 021,2	9,9
Recettes provenant des contributions du personnel	10 084,9	9 768,1	316,8	3,1
Total net	811 901,1	731 196,7	80 704,4	9,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^b	120,0	120,0	–	–
Total	822 106,0	741 084,8	81 021,2	9,9

^a Compte tenu d'ajustements dans la répartition des ressources approuvées entre les catégories Observateurs militaires, Militaires, Unités de police constituées et Fournitures, services et matériel divers.

^b Dont une contribution du Gouvernement allemand, d'un montant de 120 000 dollars.

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	5 046,3
Recettes diverses ou accessoires	758,6
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	21 482,6
Total	27 287,5

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	74 969,2
Unités de police constituées	1 541,0
Total partiel	76 510,2
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructure	
Restauration (cuisines)	4 853,3
Matériel de bureau	4 187,7
Électricité	5 043,4
Missions secondaires du génie	2 913,8
Blanchisserie et nettoyage	4 063,6
Matériels de campement	4 978,8
Hébergement	4 262,9
Magasins – divers	7 956,1
Fournitures pour la défense des périmètres	181,0
Transmissions	14 361,8
Services médicaux	11 197,3
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	1 148,7
Observation	4 909,5

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Identification	14,3
Total partiel	70 072,2
Total	146 582,4

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,9	1 ^{er} Octobre 2003	–
Usage opérationnel intensif	1,5	1 ^{er} Octobre 2003	–
Actes d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1 ^{er} Octobre 2003	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0-5,0		

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de contributions</i>	<i>Valeur estimative</i>
Accord sur le statut des forces	11 304,0
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	11 304,0

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	108,0	0,9 %

7. L'écart s'explique principalement par l'absence de demandes d'indemnisation suite à un décès ou à une infirmité.

	<i>Écart</i>	
Militaires	15 719,9	4,4 %

8. Les économies découlent d'un certain nombre de facteurs : déploiement avant la date prévue du matériel appartenant aux contingents (les dépenses correspondantes avaient été imputées à l'exercice précédent), coût d'achat des rations moins élevé que le montant inscrit au budget et demandes d'indemnisation suite à un décès ou à une infirmité moins nombreuses que prévu.

	<i>Écart</i>	
Police civile	3 226,4	9,0 %

9. Des économies ont été réalisées grâce au déploiement moins important de policiers civils, afin de disposer d'une unité de police constituée en juin 2004. La nouvelle répartition résulte du changement apporté au concept d'opérations initial par suite de l'augmentation des manifestations et de la violence.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	2 481,7	21,3 %

10. Les économies ont principalement été réalisées au titre des voyages liés à la relève : le coût effectif moyen par personne a été inférieur aux prévisions et un appareil de la MINUL a été utilisé pour la relève d'une unité.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	10 427,5	11,9 %

11. Le taux de vacance mensuel effectif (26,3 % alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 20 %) et le fait que les postes ont été pourvus à une classe inférieure à celle prévue expliquent les économies réalisées à cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(2 636,4)	(43,1 %)

12. Le dépassement de crédit est principalement imputable au fait que plus de la moitié des postes d'agent des services généraux ont été pourvus aux classes G-4 et

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

G-5 alors que le budget prévoyait qu'ils le soient à la classe G-3. De plus, les barèmes des traitements révisés, qui ont pris effet au 1^{er} février 2005, se traduisent par une augmentation moyenne des coûts de 20 % pour les agents des services généraux et de 15 % pour les administrateurs.

	<i>Écart</i>	
Volontaire des Nations Unies	4 798,6	27 %

13. Les économies s'expliquent principalement par le coût inférieur aux prévisions du montant total de l'indemnité de rapatriement, les Volontaires ayant été déployés tardivement tout au long de l'exercice.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(161,5)	(11 %)

14. Le dépassement de crédits s'explique par le fait qu'il a fallu recruter plus de chauffeurs et d'agents qu'il n'était prévu dans le budget pour procéder aux inscriptions sur les listes électorales (un certain nombre de Volontaires des Nations Unies n'étaient pas titulaires d'un permis de conduire).

	<i>Écart</i>	
Consultants	211,5	37,4 %

15. Des économies ont été réalisées au titre des consultants parce que les projets prévus ont été exécutés en coopération avec d'autres organismes.

	<i>Écart</i>	
Voyages	136,4	6,9 %

16. Les économies ont été réalisées parce qu'il a été opérationnellement impossible de libérer du personnel aux fins de la formation en raison du taux élevé de vacance de postes.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	9 564,0	9,5 %

17. Les économies résultent d'un certain nombre de facteurs : coût moindre de la location des locaux parce que des bâtiments appartenant au Gouvernement ont été mis gratuitement à la disposition de la Mission et que l'emménagement dans l'immeuble Pan African a été différé, en raison des retards pris dans la négociation des contrats et de la nécessité d'effectuer des travaux pour renforcer la sécurité; annulation d'un projet de distribution de carburant à travers le pays, en raison du mauvais état des infrastructures; réduction importante des achats de carburants et lubrifiants, grâce à l'utilisation minimale des groupes électrogènes en dehors des heures de pointe; et réduction des achats de matériel de défense des périmètres grâce à l'utilisation des fournitures achetées au cours de l'exercice précédent.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	7 255,4	28,3 %

18. Les économies ont principalement été réalisées du fait que le nombre de kilomètres parcourus a été moins élevé que prévu (à cause des routes détruites pendant la saison des pluies) et que la consommation de carburants et de lubrifiants a été réduite d'autant.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	19 538,2	26,3 %

19. Des économies ont été réalisées au titre de la location et de l'exploitation des hélicoptères parce que la mission a utilisé un appareil de moins que prévu, tout en optimisant l'emploi des autres hélicoptères, et en raison du nombre élevé de jours d'intempéries.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes et fluviaux	148,7	5,4 %

20. Les économies résultent principalement du coût moins élevé que prévu des polices d'assurance responsabilité civile.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	5 247,0	15,7 %

21. Les économies ont principalement été réalisées au titre des transmissions par réseaux commerciaux grâce à une diminution des frais de location du répéteur mondial et de la ligne spécialisée de Brindisi, résultant du partage des coûts avec un nombre plus important de missions.

	<i>Écart</i>	
Informatique	257,7	3,4 %

22. Les économies s'expliquent par le fait que 250 ordinateurs (de table et portatifs) de moins que prévu ont été achetés en raison du taux élevé de vacance de postes.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	2 792,8	18,6 %

23. Les économies découlent principalement du nombre et du coût moins élevés que prévu des évacuations, qui ont toutes été réalisées en utilisant un aéronef de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	276,7	4,4 %

24. Des économies ont été réalisées parce que tout le matériel d'observation nécessaire a été prélevé sur le stock excédentaire d'une autre mission.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	1 628,6	6,3 %

25. Les économies s'expliquent principalement par l'achat de rayonnages en moindre quantité que prévu en raison des retards enregistrés dans la construction des entrepôts.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

26. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies au Libéria, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2005 (27 287 500 dollars), ainsi qu'à leurs parts respectives d'un montant de 19 565 800 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (81 021 200 dollars), les sommes ainsi libérées devant être affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;

b) Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2005, soit 61 455 400 dollars.